

Projet de loi

**Droits d'auteurs,
droits voisins dans la
société de l'information**

Point d'étape du mardi 31 janvier 2006

**Ministère de la
culture et de
la communication**

Cabinet du Ministre
Fayçal DAOUADJI
Conseiller parlementaire
01.40.15.81.39

Laurence FRANCESCHINI
Directeur -Adjoint
01.40.15.82.62



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Sommaire

Point d'étape sur le projet de loi sur le droit d'auteur

P. 3

Quels changements apportera le projet de loi sur le droit d'auteur ?

P. 6

Les dangers de la licence globale

P. 7

Garantir le droit essentiel à la copie privée

P. 8

Interopérabilité et logiciel libre

P. 9

Comment les échanges illégaux sur l'internet sont-ils repérés ?

P. 10

Des sanctions graduées et adaptées pour permettre le développement d'une offre riche et diversifiée de musique et de films sur internet

P. 11

Questions / Réponses sur le projet de loi

P. 12

Projet de loi sur le droit d'auteur : halte à la désinformation !

P. 15

Communiqué sur la réunion de l'observatoire des usages numériques culturels du 17 janvier 2006

P. 16

La transposition de la directive sur le droit d'auteur en Europe

P. 17

Directive du Parlement européen et du conseil du 22 mai 2001 sur le droit d'auteur

P. 18

Point d'étape au 31 janvier 2006

1) Copie privée

Il s'agit d'affirmer l'importance de l'exception pour copie privée pour les consommateurs. Dans cette perspective, il est proposé de confier au collège des médiateurs la détermination du nombre minimum de copies, selon le type d'œuvre, support de diffusion par support de diffusion. Une telle disposition évite de « sacraliser » dans la loi un chiffre qui pourrait être trop bas ou trop large. Elle permet aussi de prendre en compte des supports nouveaux de diffusion qui n'existent pas aujourd'hui. Le passage à l'univers numérique doit être positif pour le consommateur et ne doit pas constituer une régression par rapport au monde analogique.

Cela se traduit par :

- L'affirmation de la garantie de l'exception pour copie privée aux articles 8 et 9 du texte ;
- L'ajout à l'article 8 de la précision suivante : **un nombre minimum de copies peut être fixé par le collège des médiateurs selon le type d'œuvres ou d'objets protégés, le support de diffusion et les techniques disponibles.**

Il est proposé d'exclure le DVD de cette disposition. En effet, le DVD aujourd'hui ne peut être copié. En autoriser brutalement la reproduction alors que son modèle économique est fragilisé ne semble pas opportun.

2) Responsabilité des éditeurs de logiciel

Il s'agit de faire régresser le partage illicite de fichiers protégés en sanctionnant les éditeurs.

C'est un élément important du dispositif car cet amendement vise à sanctionner pénalement non les internautes mais les éditeurs de logiciels manifestement destinés à la mise à disposition du public non autorisée d'œuvres ou d'objets protégés. Sont visés également ceux qui incitent à l'usage de tels logiciels pour de telles finalités. Ces infractions sont considérées comme de la contrefaçon.

3) Vis a vis des internautes

1. La prévention à la charge des fournisseurs d'accès à Internet

Le téléchargement et la mise à disposition illicite par échange sur internet d'œuvres protégées ont pris une ampleur qui porte atteinte aux droits des créateurs, notamment les plus fragiles d'entre eux. En complément des dispositions d'information déjà votées à l'article 7 de la loi n°2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique et en amont d'éventuelles actions judiciaires, il paraît nécessaire de renforcer les actions d'information et de sensibilisation des internautes sur les dangers du piratage pour la création artistique.

Il est ainsi proposé que les fournisseurs d'accès à Internet contribuent à cet objectif en transmettant à leurs abonnés des messages électroniques de sensibilisation aux dangers du piratage pour la création artistique.

2. La réponse pénale graduée

Aujourd'hui l'ensemble des infractions visées ci-dessous sont assimilées au délit de contrefaçon (300 000 euros et 3 ans de prison). Il n'est plus question de prison pour l'internaute ordinaire et les sanctions encourues sont considérablement allégées.

A). Sanctions pour contournement des mesures techniques de protection

Trois niveaux de responsabilité pénale seront ainsi distingués :

1°/ **le pourvoyeur de moyens de contournement** des mesures de protection ou d'atteinte aux informations sur l'œuvre, qui les rend ainsi accessibles au plus grand nombre et favorisent des atteintes répétées sur les œuvres, s'expose à 6 mois d'emprisonnement et 30 000 € d'amende ;

2°/ **le « hacker »** qui, par un acte individuel et isolé, décrypte par lui-même la mesure technique de protection de l'œuvre ou porte atteinte par lui-même aux informations protégées, encourt 3 750 € d'amende (premier niveau d'amende délictuelle) ;

3°/ **le détenteur ou l'utilisateur de logiciels mis au point pour le contournement**, qui profite des moyens mis à sa disposition pour s'affranchir des mesures de protection, relèvera **d'une contravention de la 4^e classe (750 € d'amende)**, qui sera créée par un décret en Conseil d'Etat.

Ce système juste et équilibré de sanction préserve par ailleurs les intérêts de la recherche et les opérations utiles à l'interopérabilité, qui sont clairement exclus de ce dispositif pénal.

Le dispositif est le même s'agissant des droits voisins.

B). Responsabilité pénale des internautes

A l'évidence, tous les acteurs du téléchargement d'œuvres par internet ne sont pas au même niveau de responsabilité dans la genèse et la diffusion du phénomène. C'est ce que cet amendement traduit en termes de responsabilité pénale graduée, dont le dispositif s'articule de la façon suivante :

- le délit de contrefaçon, puni de 3 ans d'emprisonnement et de 300 000 € d'amende, **ne reste que pour réprimer la commercialisation d'œuvres** illégalement copiées ;

- le fait d'**orienter les internautes vers des fichiers partagés illégalement**, notamment grâce à des annuaires de liens qui recensent ces fichiers en partage, est réprimé par un **délit aggravé** (6 mois d'emprisonnement et 30 000 € d'amende) en raison de l'**effet incitatif** et de la diffusion qu'ils procurent à la pratique du téléchargement illicite ;

- la **mise à disposition massive**, qui alimente les échanges illégaux d'œuvres protégées, sera sanctionnée de **la plus basse amende délictuelle, soit 3 750 €, au-delà de certains seuils, fixés à 3 gigaoctets ou 200 œuvres** sur une période de 24 heures, que ces fichiers aient été offerts en partage en une seule ou en plusieurs fois ; ces seuils correspondent à la limite d'une consommation journalière raisonnable, environ 12 heures d'écoute de musique, 8 heures de films et jusqu'à 17 heures en mêlant les deux ;

- un même niveau de sanction pénale a été retenu afin de réprimer la **violation des règles de la chronologie des médias**, en offrant par internet des copies de films qui ne sont pas encore autorisés à la vente ou à la location sous forme de vidéocassettes ou de DVD notamment. Cette particularité de la diffusion des œuvres cinématographiques est ainsi prise en considération ;

- si le contrevenant **partage et met à disposition d'autres internautes des œuvres sans l'autorisation des titulaires de droits, dans la limite du seuil de consommation journalière raisonnable**, il s'exposera à une peine d'amende de 750 € correspondant à une contravention de la 4^e classe ;
- enfin, **le fait de copier illégalement une ou plusieurs œuvres par internet** devient **une simple contravention de la 1^{ère} classe**, la plus basse sanction pénale existante (38 € d'amende).

4) Le rapport au parlement au bout d'un an

L'ensemble des dispositions de la loi feront l'objet d'un rapport au Parlement dans l'année qui suit la promulgation de la loi.

Ce rapport permettra d'apprécier si l'équilibre proposé dans la loi est satisfaisant et d'évaluer l'impact des dispositions législatives, tant sur les filières de création et leurs distributeurs que sur les industries technologiques.

Quels changements apportera le projet de loi relatif aux droits d'auteur ?

Actuellement quelle est la situation ?	Quels changements apportera le projet de loi ?
<p>1). Un internaute a du mal à trouver légalement une grande diversité de musique et de films sur internet : l'offre légale est encore peu développée. Sans offre légale, un internaute prend un risque par rapport à l'œuvre et à son matériel informatique : la qualité de l'œuvre n'est pas garantie et il y peut y avoir des virus.</p>	<p>1). Grâce au projet de loi, une offre légale pourra enfin se développer sur internet : de nombreux films et une offre musicale variée pourront être disponibles. Cette offre sera sécurisée : elle permettra aux internautes d'acquérir en toute confiance les œuvres. Le projet de loi établit le cadre d'un nouveau modèle économique de diffusion des produits culturels.</p>
<p>2). Malgré une baisse des prix, un CD et un DVD ont encore aujourd'hui un coût élevé notamment pour les jeunes consommateurs.</p>	<p>2). Acheter le même album de musique coûte aujourd'hui moins cher sur internet que de l'acheter en CD. Plus des offres légales se développeront, plus les prix de vente de la musique et des films sur internet baisseront.</p>
<p>3). Quand un internaute achète légalement de la musique, il ne peut pas l'écouter sur son baladeur lorsque les deux systèmes ne sont pas compatibles : il n'y a pas d'interopérabilité.</p>	<p>3). Le projet de loi favorisera l'interopérabilité, c'est-à-dire le fait que lorsqu'on achète une œuvre légalement, on puisse la lire sur tous les supports qu'on possède.</p>
<p>4). Quand un internaute télécharge de manière illégale de la musique ou un film, il est susceptible aujourd'hui d'être condamné pénalement : la sanction peut atteindre jusqu'à 300 000 € et 3 ans de prison ; la sanction financière peut atteindre le double en cas de récidive. De plus en plus d'internautes sont concernés car le nombre de plaintes de sociétés d'auteur est en progression régulière et il risque d'augmenter fortement.</p>	<p>4). Désormais quand un internaute téléchargera illégalement de la musique ou un film pour son usage personnel, il ne risquera plus de prison. Le projet de loi instaurera un régime gradué et proportionné d'amendes. Un internaute qui téléchargera illégalement de la musique ou un film risquera une contravention d'un montant peu élevé. Un internaute qui mettra à disposition un nombre d'œuvres en dessous d'un certain seuil risquera une contravention d'un montant plus élevé. En cas de mise à disposition d'un nombre important d'œuvres l'amende s'élèvera à près de 4 000 €.</p>
<p>5). Tout le monde ne bénéficie pas des mêmes conditions pour acheter un CD ou un DVD car il y a une inégalité liée au réseau de distribution : si on habite dans une très grande ville l'offre est abondante alors que si on habite dans une petite ville ou dans une zone non urbaine l'offre est réduite voire inexistante.</p>	<p>5). L'ensemble des dispositifs doivent permettre de fonder un accès plus large à la culture. Le projet de loi offre les conditions pour qu'une offre légale et diversifiée de musique et de cinéma sur internet se généralise et permette l'accès à la culture quel que soit l'endroit où l'on se trouve en France : l'enjeu est de réduire une inégalité dans l'accès aux produits culturels liée au territoire.</p>

Les dangers de la licence globale ou légale

La licence légale ou globale consiste à autoriser les échanges d'œuvres sur internet en contrepartie d'une rémunération forfaitaire. Cette licence serait optionnelle pour les internautes, donnant le choix à chacun d'entre eux d'y adhérer ou pas. Sous couvert d'une rémunération des artistes, c'est une fausse bonne idée.

Une licence globale affaiblirait considérablement la création, et avant tout la création française. Elle provoquerait une hausse importante du coût de l'abonnement à internet. Les principaux bénéficiaires d'une telle licence globale seraient en fait les fournisseurs d'accès à internet.

1/ Pour les internautes, la licence globale provoquera une hausse importante du coût de l'abonnement et nécessitera leur surveillance.

La France a su faire du marché français de l'internet le plus concurrentiel d'Europe : les prix proposés aux consommateurs sont aujourd'hui très bas. Les marges des fournisseurs d'accès ne leur permettent d'absorber le coût de la licence globale. Ce coût serait donc re-facturé aux internautes dont le prix de l'abonnement augmenterait fortement.

La licence globale nécessiterait une surveillance de l'internet. La licence globale optionnelle exigerait tout d'abord une surveillance pour sanctionner ceux qui ne payent pas. Ensuite, la surveillance de tous les téléchargements serait nécessaire pour pouvoir répartir le produit de la licence globale, et à ce stade il n'y a aucune garantie de protection de la vie privée des internautes.

2/ La licence globale menacera la création française.

Les ressources issues de la licence globale seraient très inférieures à celles issues d'un système fonctionnant sur le respect du droit d'auteur. Ainsi dans le domaine de la musique si l'on suppose que 50% des abonnés haut débit payent 15 euros par mois, cela représente 720 millions d'euros par an, soit dix fois moins que les 7,8 milliards de ressources issues des CD, DVD et chaînes à péage. Par ailleurs s'il suffisait de payer 15 euros pour avoir un accès illimité à la musique et aux films pendant un mois, plus personne n'achèterait de disques ni de DVD. Cette baisse générale des ressources de la création affecterait en priorité les producteurs indépendants et la création française, elle entraînerait une baisse des investissements de création, et menacerait l'emploi dans ces secteurs.

La licence globale n'est accompagnée d'aucune proposition construite de mécanisme de répartition. Les systèmes de répartition existant, basés sur les ventes ou le temps d'antenne, ne sont pas transposables.

3/ La licence globale est incompatible avec les engagements internationaux de la France.

La licence globale proposée est en fait une licence légale, qui est incompatible avec les engagements internationaux de la France, qui serait isolée au plan international.

En effet, la proposition va au-delà d'une gestion collective obligatoire (comme pour la photocopie) puisqu'elle met en place une commission d'arbitrage comme pour les autres licences légales (radio et copie privée, mais pas la photocopie) qui rend cette licence obligatoire et non optionnelle pour les créateurs. Le droit international et européen réserve les licences légales à des cas spéciaux d'utilisations secondaires des œuvres. Or internet n'est pas destiné à rester une utilisation secondaire.

Garantir le droit essentiel à la copie privée tout en protégeant les œuvres

1/ Le projet de loi garantira le droit essentiel à la copie privée

Le projet de loi a pour objectif de garantir le bénéfice de l'exception pour copie privée dans le cadre d'un régime équilibré qui implique :

Pour les consommateurs :

- de maintenir l'exception pour copie privée ;
- de créer une instance de médiation et d'arbitrage, le Collège des médiateurs, pour régler les litiges susceptibles de se produire compte tenu de la mise en place de mesures techniques de protection de l'œuvre ;

Pour les ayants droits :

- de fournir un cadre juridique à ces mesures de protection ;
- de sanctionner leur contournement.

Le projet de loi renforcera et consacrera l'exception pour copie privée en permettant en fonction du type de support un nombre suffisant de copies à ce titre. Un nombre minimum de copies pourra être fixé par le Collège des médiateurs, selon le type d'œuvre ou d'objet protégés, et en fonction du support et des techniques disponibles.

2/ La copie privée aujourd'hui

Le code de la propriété intellectuelle prévoit une exception pour copie privée (art. 122-5), qui permet à chacun de réaliser une copie pour son usage privé. Cette exception permet ainsi d'enregistrer une émission de radio ou de télévision, mais aussi de réaliser une copie d'un CD pour sa voiture, ou une compilation, etc.

La rémunération pour copie privée est la contrepartie légitime de l'exception. Elle est versée aux créateurs et producteurs. Un quart est réservé au soutien à l'action culturelle pour la création et le spectacle vivant.

3 / Les conséquences du numérique

Les technologies de copie numérique, à la différence de ce qui existe dans le monde analogique, permettent de réaliser un nombre infini de copies parfaites reproductions à l'identique de l'original dont la spécificité disparaît.

Il est donc légitime que les ayants droits utilisent donc des mesures techniques de protection pour empêcher la contrefaçon et mettre en ligne leurs œuvres sans risques. Le nombre de copies parfaites pouvant être infini, ces mesures peuvent limiter la copie privée à un nombre raisonnable de copies destinées au " cercle de famille ".

Ces mesures de protection sans cesse évolutives permettent de créer de nouveaux modèles économiques au bénéfice des consommateurs :

- des offres promotionnelles
- la location en ligne
- des offres d'abonnement limité ou illimité

Interopérabilité et logiciel libre

1) L'interopérabilité : un équilibre nécessaire

L'interopérabilité, c'est à dire le fait de pouvoir lire n'importe quelle œuvre sur n'importe quel matériel, est favorisée par le projet de loi.

L'absence d'interopérabilité des mesures techniques freine le développement global du marché des contenus culturels, car elle cloisonne le marché autour de chaque mesure technique et freine les consommateurs.

Cela risque aussi de créer des marchés captifs au profit des fournisseurs de mesures techniques et donc de réduire la concurrence, qui permet pourtant de baisser les prix, au profit tant des consommateurs que des distributeurs de contenus.

Pour autant, **trop d'interopérabilité nuit à la sécurité des mesures techniques** : ainsi, la possibilité de lire sur en format " mp3 " fait disparaître la protection.

Il donc de l'intérêt des créateurs **de favoriser l'interopérabilité pour autant qu'elle ne fragilise pas de façon excessive la protection de la création.**

Pour continuer de progresser sur ce sujet essentiel pour les consommateurs mais aussi pour l'indépendance de nos industries culturelles, le Premier Ministre a décidé de désigner un parlementaire en mission sur cette question. La France jouera un rôle pionnier au niveau européen dans ce domaine.

2) La portée de la protection juridique des mesures techniques

La protection juridique instaurée par la directive n'a pas pour objet de soumettre à l'autorisation du créateur de la mesure technique la création d'un logiciel de lecture ou d'utilisation des œuvres protégées par cette mesure technique : cela reviendrait en effet à créer une nouvelle forme de brevet spécifique aux mesures techniques.

Il est donc possible d'utiliser un logiciel créé de façon indépendante, pour autant qu'il respecte les limites d'utilisation de l'œuvre et la protection technique.

Une **interprétation fonctionnelle de ces exigences permettrait alors plus de souplesse**. Le respect de ces exigences se comprendrait alors en termes de droits de reproduction et de représentation autorisés par la mesure technique, ainsi que de niveau de protection technique de l'œuvre.

Pourraient alors ne pas être considérés comme des contournements les actes réalisés à des fins d'interopérabilité, pour autant qu'ils respectent les exigences précitées.

3) Le logiciel libre

Le logiciel libre a toute sa place. Il doit simplement pouvoir protéger les œuvres non libres de droits qu'il véhicule.

A cette fin, les créateurs de logiciels libres continuent à bénéficier de l'exception de décompilation de l'article L. 122-6-1 du CPI. D'autre part, ils peuvent s'appuyer sur les mesures garantissant l'interopérabilité pour développer des logiciels compatibles avec des œuvres protégées, pour autant qu'ils respectent les limites d'utilisation de l'œuvre et la protection technique. **La diffusion du code source de ces logiciels n'est en rien limitée.**

Comment les échanges illégaux sur l'internet sont-ils repérés et par qui ?

Les échanges illégaux sur internet sont surveillés par des agents assermentés. Ces agents travaillent pour des sociétés de sociétés de gestion collective ou des organismes de défense professionnelle.

Qu'est-ce qu'une société de gestion collective ? Un créateur peut confier la gestion de ses droits sur son œuvre à une société qui assurera un rôle de surveillance, d'intermédiation pour la conclusion des contrats d'exploitations et de perception des droits : c'est une société de gestion collective. Celle-ci permet de surmonter pour l'auteur la difficulté d'exercer individuellement un contrôle efficace sur l'utilisation de ses œuvres. En France, il existe plusieurs sociétés d'auteurs telles que la SACEM (Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique) et la SACD (Société des auteurs et compositeurs dramatiques).

Les agents assermentés des sociétés de gestion collective et des organismes de défense professionnelle existent depuis la loi de 1957. Ils sont habilités à constater la contrefaçon. Internet a nécessité dès son apparition une évolution du contrôle de l'utilisation des œuvres par les agents assermentés.

Pour repérer sur internet les échanges illégaux, les agents assermentés peuvent utiliser les logiciels « pair-à-pair », soit de façon manuelle comme n'importe quel internaute, soit éventuellement de façon automatisée.

Le principe des échanges « pair-à-pair » consiste à utiliser un logiciel spécifique, qui permet à chaque internaute :

- d'inscrire dans un annuaire la liste des fichiers que l'internaute souhaite partager sur son disque dur ;
- d'en offrir l'accès à ceux qui veulent télécharger ;
- de télécharger des fichiers sur les disques durs des autres utilisateurs.

Les fichiers que l'internaute télécharge sont par défaut partagés avec les autres.

La surveillance des échanges illégaux est en fait une surveillance des œuvres. Les agents assermentés recherchent par son nom une œuvre qu'ils sont chargés de protéger. En la téléchargeant, ils peuvent alors identifier l'adresse internet (IP) d'un internaute qui partage cette œuvre, et ils vérifient alors qu'elle correspond bien à l'œuvre protégée. A partir de cette adresse internet, ils peuvent saisir un juge, et **seul le juge peut demander au fournisseur d'accès à internet d'identifier l'internaute.**

Cette démarche n'entraîne aucune surveillance des communications privées (mails) et préserve l'anonymat des internautes. Elle ne permet pas une surveillance systématique et complète de l'internet. Seul un nombre très limité d'œuvres protégées (quelques dizaines de milliers) sont surveillées, c'est-à-dire une très petite partie des différents fichiers échangés sur les réseaux pair-à-pair (plusieurs dizaines de millions).

Lorsque les traitements sont automatisés ou servent à constituer des fichiers, ils sont soumis aux dispositions de la loi du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. **Ces traitements doivent en particulier faire l'objet d'une autorisation préalable par la CNIL. Celle-ci vérifie notamment la « proportionnalité » du traitement pour qu'il ne soit pas excessif.**

Des sanctions graduées et adaptées pour sécuriser et permettre le développement d'une offre riche et diversifiée de musique et de film sur internet

Actes	Actuellement	Projet de loi avec les nouveaux amendements
Télécharger de la musique illégalement	Délit de contrefaçon 3 ans de prison 300 000 euros d'amende	Contravention 1 ^{ère} classe : 38 euros
Mettre à disposition sur internet des œuvres musicales protégées en dessous d'un certain seuil (3 Go ou 200 œuvres) en moins de 24h	Délit de contrefaçon 3 ans de prison 300 000 euros d'amende	Contravention de 750 euros
Mettre à disposition sur internet des œuvres musicales protégées au dessus d'un certain seuil (3 Go ou 200 œuvres) en moins de 24h	Délit de contrefaçon 3 ans de prison 300 000 euros d'amende	Amende de 3750 euros
Orienter sciemment d'autres utilisateurs vers des œuvres mise à disposition de façon illicite	Complicité de délit de contrefaçon, 3 ans de prison 300 000 euros d'amende	6 mois de prison Amende de 30 000 euros
Utiliser un dispositif conçu pour contourner une mesure de protection	Assimilé à un délit de contrefaçon, 3 ans de prison 300 000 euros d'amende	Contravention de 750 euros
Décrypter soi-même par une intervention personnelle une mesure de protection	Assimilé à un délit de contrefaçon, 3 ans de prison 300 000 euros d'amende	Amende de 3750 euros
Mettre à disposition des dispositifs de contournement d'une mesure de protection	Assimilé à un délit de contrefaçon, 3 ans de prison 300 000 euros d'amende	6 mois de prison Amende de 30 000 euros
Inciter à l'usage ou en faisant la publicité de dispositifs de contournement d'une mesure de protection	Assimilé à un délit de contrefaçon, 3 ans de prison 300 000 euros d'amende	6 mois de prison Amende de 30 000 euros
Fabriquer un logiciel destiné à la mise à la disposition non autorisée entre utilisateurs de ce logiciel d'œuvres protégées	Assimilé à un délit de contrefaçon, 3 ans de prison 300 000 euros d'amende	3 ans de prison 300 000 euros d'amende
Mettre à disposition un logiciel destiné à la mise à la disposition non autorisée entre utilisateurs de ce logiciel d'œuvres protégées	Assimilé à un délit de contrefaçon, 3 ans de prison 300 000 euros d'amende	3 ans de prison 300 000 euros d'amende
Inciter sciemment à l'usage d'un logiciel destiné à la mise à la disposition non autorisée entre utilisateurs de ce logiciel d'œuvres protégées	Assimilé à un délit de contrefaçon, 3 ans de prison 300 000 euros d'amende	3 ans de prison 300 000 euros d'amende
Commercialiser des œuvres illégalement copiées	3 ans de prison 300 000 euros d'amende	3 ans de prison 300 000 euros d'amende

Toutes les peines indiquées sont des maximums ; elles ne sont pas forfaitaires.

Questions / Réponses à propos du projet de loi relatif aux droits d'auteurs et aux droits voisins dans la société de l'information

- Quels sont les enjeux du texte ?

Le projet de loi concilie de manière juste et équilibrée deux valeurs fondamentale : la légitimité de la rémunération des créateurs et l'accès du plus grand nombre à la culture et à la connaissance. Le projet de loi doit permettre :

- de créer les conditions pour que se développe une offre légale diversifiée de musique et de films ;
- de faciliter l'achat sécurisé d'œuvres protégées par le droit d'auteur ;
- de passer d'une logique de répression à une logique de prévention et de responsabilisation ;
- de permettre la lecture et la sauvegarde des œuvres numériques acquises légalement par un internaute pour son usage personnel et sur tous les supports.

- Pourquoi ce texte est-il discuté en procédure d'urgence ?

Il y a une procédure d'urgence avant tout parce que la France a déjà été condamnée pour n'avoir pas transposé la directive européenne sur le droit d'auteur qui aurait dû l'être au plus tard le 22 décembre 2002. Faute de transposition depuis la condamnation de la France par la Cour de justice par un arrêt du 2 avril 2005, la Commission a adopté le 13 décembre 2005 un avis motivé, dernière étape avant une nouvelle saisine de la Cour sur le fondement de l'article 228 du traité (non exécution des arrêts de la Cour). Un retard supplémentaire pourrait maintenant conduire la France à payer des amendes d'un montant très élevé. Il y a donc une obligation et une urgence à cette transposition qui aurait dû avoir lieu plus tôt.

Au-delà de la menace d'amendes très lourdes, pour le gouvernement aujourd'hui l'urgence est aussi sociale et économique : l'Etat a la responsabilité d'encadrer le développement d'internet pour préserver la diversité culturelle, l'avenir des créateurs et l'accès des consommateurs à la musique et au cinéma.

- Le projet de loi a-t-il été précédé d'une concertation ?

La méthode qui a été choisie est celle de l'ouverture et du dialogue. Le projet de loi est le fruit d'une longue concertation avec les différentes parties concernées. Le projet de loi a été élaboré de façon concertée au sein du Conseil supérieur de la Propriété Littéraire et Artistique (CSPLA). Le CSPLA regroupe les principaux représentants des auteurs, artistes-interprètes, producteurs, éditeurs y compris de logiciels, diffuseurs, consommateurs et des personnalités qualifiées. Le projet de loi a été déposé au Parlement en novembre 2003.

Par la suite, une commission spécialisée du CSPLA a été créée pour étudier la distribution des œuvres sur internet. Y ont notamment été associés les associations de consommateurs, les fournisseurs d'accès à internet, les représentants des industries des technologies de l'information et du logiciel libre. Cette commission a étudié en particulier la proposition de licence globale, et a conclu qu'elle comportait davantage d'inconvénients que d'avantages.

Deux concertations spécifiques ont été mises en place pour développer l'offre légale de musique et de cinéma. La première regroupe la filière musicale avec les fournisseurs d'accès à internet et les plates-formes de musique en ligne, qui ont signé la charte " musique et internet " en juillet 2004. Une concertation a également été mise en place entre la filière cinématographique et les fournisseurs d'accès à internet, qui a permis la signature le 20 décembre 2005 d'un protocole d'accord interprofessionnel sur le cinéma à la demande.

- Le net n'est-il pas l'espace de la liberté et de la gratuité ?

Il faut tout d'abord rappeler que le projet de loi ne concerne qu'un aspect très particulier et spécifique des multiples pratiques qui ont lieu sur internet ; il vise notamment le téléchargement illégal d'œuvres musicales et de cinéma, le contournement des mesures techniques protégeant ces œuvres et les logiciels destinés à la mise à la disposition non autorisée d'œuvres protégées entre utilisateurs de ces logiciels.

Certains entretiennent l'illusion qu'internet doit être un univers où tout serait gratuit et où on pourrait tout dire, tout montrer et tout faire. C'est un mythe : il y a des images et des propos dont on ne peut pas accepter la diffusion sur internet et de la même manière, il est légitime qu'on soit empêché de se livrer de manière massive à des détournements d'œuvres protégées.

Internet est un progrès pour la liberté et la communication, et c'est le rôle d'un Etat moderne d'organiser l'évolution technologique, pour maintenir et garantir les grands équilibres de notre société. Le projet de loi sur le droit d'auteur réaffirmera qu'Internet est un espace fondamental de liberté et un vecteur majeur d'accès aux biens culturels. Le projet de loi est à la fois du côté des créateurs et du côté des consommateurs : il propose un nouvel équilibre qui prend en compte l'évolution technologique majeure que représente internet en l'encadrant. Et c'est uniquement si cet équilibre est préservé que de nouveaux talents, dans la musique et dans le cinéma, pourront continuer à apparaître : c'est une condition pour que la création française puisse continuer à vivre et pour que tous les internautes puissent continuer à l'apprécier.

- Pourquoi le système de la licence globale n'est-il pas le système d'avenir ?

La vraie question est à qui profiterait la licence globale ? Elle ne profiterait ni au consommateur ni au créateur car :

- Elle va fortement augmenter le prix de l'abonnement alors que l'on souhaite que le plus grand nombre de Français ait accès aux nouvelles technologies de l'information ;
- Elle va nécessiter des mesures de surveillance de tous les internautes ;
- Elle menace l'existence des créateurs français, au profit des majors américaines pour qui la France est un marché secondaire ;
- Il n'y a pas de proposition de répartition viable à ce stade, ce qui ne permet plus de rémunérer les créateurs en fonction de leur propre travail et de l'intérêt du public.

- Pourra-t-on continuer à copier des CD ?

Oui. On peut aujourd'hui copier des CD pour un usage considéré comme " familial ", c'est-à-dire pour ses proches, c'est ce qu'on appelle couramment " la copie privée ". Le projet de loi garantira le droit essentiel à la copie privée : il renforcera et consacra l'exception pour copie privée, en permettant, en fonction du type de support, un nombre suffisant de copies à ce titre. Ce qui est interdit aujourd'hui et restera interdit par le projet de loi, c'est de diffuser des copies en un très grand nombre d'exemplaires, car on ne peut plus parler alors de copie mais de contrefaçon organisée.

- Le peer to peer sera-t-il interdit ?

Non. Un objectif essentiel du projet de loi est de favoriser l'émergence d'offres de systèmes d'échanges " pair-à-pair " légaux. Cela passe aussi par une responsabilisation des éditeurs de logiciels, pour que l'offre qu'ils proposent soit légale. Il n'est pas acceptable qu'ils incitent les consommateurs à la contrefaçon, en leur promettant la culture gratuite, tout en les laissant assumer seuls les risques de poursuites judiciaires. Il ne s'agit ni d'imposer une technologie ni d'interdire une technologie. L'enjeu est de créer les conditions pour qu'apparaisse un nouveau modèle économique de diffusion des produits culturels.

- Un internaute pourra-t-il trouver sur internet le cinéma et la musique qu'il aime ?

Oui. Aujourd'hui un internaute a du mal à trouver légalement une grande diversité de musique et de films sur internet : l'offre légale est encore peu développée. Sans offre légale, un internaute prend un risque

par rapport à l'œuvre et à son matériel informatique : la qualité de l'œuvre n'est pas garantie et il y peut y avoir des virus.

Grâce au projet de loi, une offre légale pourra enfin se développer sur internet : de nombreux films et une offre musicale variée pourront être disponibles. Cette offre sera sécurisée : elle permettra aux internautes d'acquiescer en toute confiance les œuvres. Plus des offres légales se développeront, plus les prix de vente de la musique et des films sur internet baisseront et auront un prix attractif. Le projet de loi établit le cadre d'un nouveau modèle économique de diffusion des produits culturels.

- Peut-on contourner un dispositif anti-copie ?

Non. Contourner un système anti-copie, c'est comme démonter une alarme dans un magasin de disques et de vidéos où l'on voudrait voler des CD ou des DVD. Les mesures techniques de protection visent les œuvres protégeables et ne sont pas obligatoires. D'une part le projet de loi confère une protection juridique à ces dispositifs en sanctionnant pénalement leur contournement. D'autre part le projet encadre ces mesures techniques de protection : en effet celles-ci ne peuvent empêcher un internaute qui a acheté légalement de la musique de pouvoir en faire des copies pour un usage personnel, c'est-à-dire limité à quelques exemplaires. Le projet de loi limitera précisément la notion de contournement des mesures techniques de protection, afin de permettre l'interopérabilité nécessaire à la lecture des œuvres sur tout type de matériels. Si des cas se présentent où les œuvres acquises légalement ne permettent pas d'être copiées à cause de certains dispositifs anti-copie, ils seront portés devant le collège des médiateurs, qui pourra imposer toute mesure pour permettre la copie, au besoin sous astreinte financière.

- Qu'est-ce qu'un internaute risque s'il télécharge illégalement de la musique ou un film ? Est-ce qu'il court le même risque qu'un internaute qui mettrait des œuvres à disposition de manière massive et illégale ?

Aujourd'hui quand un internaute télécharge de manière illégale de la musique ou un film, il est susceptible aujourd'hui d'être condamné pénalement : la sanction peut atteindre jusqu'à 300 000 € et 3 ans de prison ; la sanction financière peut atteindre le double en cas de récidive. Souvent ceux qui commettent ce type d'infractions n'en ont pas conscience. De plus en plus d'internautes sont concernés car le nombre de plaintes de sociétés d'auteur est en progression régulière et il risque d'augmenter fortement.

Il faut sortir de la logique de répression systématique des internautes. Désormais quand un internaute téléchargera illégalement de la musique ou un film pour son usage personnel, il ne risquera plus de prison. Le projet de loi instaurera un régime gradué et proportionné d'amendes. Cette réponse graduée permettra de différencier le simple téléchargement illégal de la mise à disposition massive d'œuvres protégées. Un internaute qui téléchargera illégalement de la musique ou un film risquera une contravention d'un montant peu élevé. Un internaute qui mettra à disposition un nombre d'œuvres en dessous d'un certain seuil risquera une contravention d'un montant plus élevé. En cas de mise à disposition d'un nombre important d'œuvres l'amende s'élèvera à près de 4 000 €.

- Un internaute pourra-t-il écouter les titres qu'il télécharge sur n'importe quel baladeur ?

Aujourd'hui, quand un internaute achète légalement de la musique, il ne peut pas l'écouter sur son baladeur lorsque les deux systèmes ne sont pas compatibles : il n'y a pas d'interopérabilité.

Le projet de loi favorisera l'interopérabilité, c'est-à-dire le fait que lorsqu'on achète une œuvre légalement, on puisse la lire sur tous les supports qu'on possède. Deux amendements à l'article 7 du projet de loi ont été adoptés jeudi 22 décembre 2005 qui précisent que « *les mesures techniques ne doivent pas conduire à empêcher la mise en œuvre de l'interopérabilité, pour autant que celle-ci ne porte pas atteinte aux conditions d'utilisation d'une œuvre, d'une interprétation, d'un phonogramme, d'un vidéogramme ou d'un programme.* »

Projet de loi sur les droits d'auteur et Internet :

Halte à la désinformation !

Oui à la copie privée !

Oui au téléchargement légal !

Oui à l'interopérabilité !

Oui à l'emploi !

Non à la prison !

Non à la licence globale !

Non à une nouvelle « taxe » !

Non à une offre rare et chère
sur Internet !

Le projet de loi sur le droit d'auteur est un texte équilibré qui propose :

- De garantir le droit essentiel à la « copie privée », c'est-à-dire la liberté que **chacun puisse copier pour soi et ses proches de la musique acquise légalement.**
- Un dispositif adapté et proportionné : quand un internaute téléchargera illégalement de la musique ou un film pour son usage personnel, **l'internaute ne risquera plus de prison.** Par contre il risquera une contravention d'un montant raisonnable.
- De créer les conditions pour que se mette en place **une offre légale abondante, diversifiée et à des prix attractifs de musique et de films sur Internet.**
- De favoriser l'interopérabilité : c'est-à-dire la liberté que **chacun puisse lire sur n'importe quel support les œuvres qu'il a acquises légalement.**

Internet est un espace de libertés, le projet de loi les protégera !

La vérité, c'est que SANS le projet de loi :

- Les internautes qui téléchargeront illégalement de la musique ou des films continueront à risquer **3 ans de prison et 300 000 euros d'amende !**
- Sans le projet de loi, les offres légales sur Internet pour la musique et le cinéma ne pourront pas continuer à se développer !
- Sans le projet de loi, **au final il n'y aura plus de musique et de cinéma français à télécharger !** Les 250000 emplois français de ces secteurs seront menacés. Il n'y aura plus que de la musique et du cinéma américains.
- Sans le projet de loi, on ne pourra pas lire les œuvres qu'on a achetées sur n'importe quel support !

La vérité, c'est que si la licence globale, même optionnelle, est adoptée :

- Les prix des abonnements à internet augmenteront très fortement : la licence globale sera l'instauration d'une « taxation » globale !
- Il y aura une surveillance totale de tous les internautes !
- La musique et le cinéma français seront étranglés par un financement insuffisant et disparaîtront !

Protégeons ensemble le droit d'auteur pour protéger l'avenir de la musique et du cinéma français !

Petit lexique

Droit d'auteur : il donne à l'auteur un droit exclusif d'exploitation sur son œuvre. Un musicien a des droits sur ses œuvres musicales, comme un réalisateur sur ses films. Grâce à ce principe, le travail des créateurs peut être rémunéré par ceux qui en bénéficient.

Copie privée : quand on achète un CD, on peut en faire quelques copies pour soi et ses proches ; c'est ce qu'on appelle la « copie privée ».

Interopérabilité : c'est le fait que lorsqu'on achète une œuvre légalement, on doit pouvoir la lire sur les différents supports qu'on possède. Par exemple si l'on acquiert légalement de la musique, on doit pouvoir l'écouter sur son baladeur.

Licence globale : elle consiste à instaurer un prélèvement forfaitaire sur l'abonnement à Internet pour compenser les échanges d'œuvres protégées.

Observatoire des usages numériques culturels Réunion du 17 janvier 2006

Le ministre de la culture et de la communication Renaud Donnedieu de Vabres a réuni l'Observatoire des usages numériques culturels. Cette deuxième réunion a permis d'explorer les évolutions des nouveaux modèles et des nouveaux usages d'accès à la culture.

Cette réunion a permis de dégager les axes de travail suivants :

- Les offres légales de musique sur Internet, qui se sont fortement développées depuis l'été 2004, doivent devenir plus attrayantes et plus diversifiées ; les catalogues indépendants, qui jouent un rôle déterminant pour la diversité culturelle, doivent encore l'enrichir. Le cinéma, à la faveur de l'accord interprofessionnel signé le 20 décembre dernier, doit s'engager dans la même voie.
- La formation des prix doit être expliquée et la recherche de modèles tarifaires encouragée pour rendre plus accessibles aux consommateurs les offres.
- Des modes de paiement faits pour les plus jeunes doivent être trouvés comme c'est déjà le cas pour le téléphone mobile.
- De nouveaux modèles d'accès aux oeuvres, déjà expérimentés hors de nos frontières, comme la location, la vente à l'acte, le forfait s'il assure une rémunération proportionnelle pour les titulaires de droits, doivent se développer dans notre pays.
- L'interopérabilité, c'est-à-dire la possibilité pour les internautes de disposer de ces offres sur tous types de matériels est un objectif essentiel qui mérite un examen attentif.

L'Observatoire des usages numériques culturels se réunira tous les trimestres afin d'examiner les progrès accomplis. L'observatoire des usages numériques culturels doit encourager une évolution des pratiques économiques, respectueuses des droits des créateurs et répondant aux attentes légitimes et diversifiées des consommateurs.

La transposition de la directive sur le droit d'auteur dans les Etats membres de l'Union Européenne

1). La directive européenne sur les droits d'auteur a été transposée dans la quasi-totalité des pays européens.

Seuls deux pays n'ont pas encore transposé la directive : la France et l'Espagne. En Espagne, le projet de loi est actuellement en attente de débat et de vote au Parlement espagnol.

La quasi-totalité des pays européens ont pleinement transposé la directive. Quelques pays n'ont pas totalement transposé la directive (la République Tchèque, la Pologne, et l'Estonie).

Aucun pays n'a mis en place de mécanisme de type « licence globale » pour les échanges sur internet, même optionnelle.

2). La France est le premier pays en Europe à s'engager pour favoriser l'interopérabilité.

3). Seuls quelques pays ont choisi une conciliation entre la protection des mesures techniques et l'exception pour copie privée.

Quelques pays ont prévu des mécanismes de conciliation : l'Irlande, l'Autriche, le Luxembourg, la Hongrie tandis que la République Tchèque et l'Espagne en ont le projet.

En Irlande, la loi de 2000 établit l'exception pour copie privée numérique en tant que « *transcient and incidental copy* » (copie passagère et secondaire). L'amendement résultant de la transposition introduit un mécanisme de conciliation nouveau : il accorde un recours légal au bénéficiaire des droits d'auteur, en cas de litige, auprès de la « *High Court* ». La Cour se pose alors en juge de la conformité de l'action mise en cause aux principes de la loi.

En Espagne, les mesures techniques de protection devraient céder devant les intérêts des consommateurs ; le projet de loi devrait prévoir l'obligation de permettre la réalisation de trois copies privées.

Des pays comme la Finlande, le Danemark, la Suède et les Pays Bas ont choisi de durcir la réglementation nationale au delà des exigences de la directive en affirmant le caractère illégal des téléchargements sur des réseaux P2P ou sites de partage de fichiers, de même que des copies (privées ou non) de supports musicaux ou vidéos sans prévoir aucun mécanisme de conciliation ; les mesures techniques peuvent dès lors bloquer totalement la copie privée numérique.

4). Un cas de transposition de la directive européenne sur les droits d'auteur : la situation en Allemagne.

La directive a été transposée en Allemagne par la loi du 13 septembre 2003. Les débats sur le sujet ont été particulièrement vifs. L'adoption difficile de la loi a rendu nécessaire une procédure de conciliation entre le Bundestag et le Bundesrat au printemps 2003.

Toute entorse au droit d'auteur est sanctionnée par la loi : dans le cas de copie illicite à des fins de commercialisation, le contrevenant s'expose à une peine pouvant aller, en fonction de la gravité des faits qui lui sont reprochés, d'une simple amende à une peine de prison de trois ans.

Le législateur a précisé qu'une copie réalisée à partir d'une source manifestement illicite ne pouvait être considérée comme une copie privée

DIRECTIVE 2001/29/CE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL**du 22 mai 2001****sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information**

LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 47, paragraphe 2, son article 55 et son article 95,

vu la proposition de la Commission ⁽¹⁾,

vu l'avis du Comité économique et social ⁽²⁾,

statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité ⁽³⁾,

considérant ce qui suit:

- (1) Le traité prévoit l'établissement d'un marché intérieur et l'instauration d'un système propre à empêcher les distorsions de concurrence dans le marché intérieur. L'harmonisation des dispositions législatives des États membres sur le droit d'auteur et les droits voisins contribue à la réalisation de ces objectifs.
- (2) Le Conseil européen de Corfou des 24 et 25 juin 1994 a souligné la nécessité de créer un cadre juridique général et souple au niveau de la Communauté pour favoriser le développement de la société de l'information en Europe. Cela suppose notamment l'existence d'un marché intérieur pour les nouveaux produits et services. D'importants actes législatifs communautaires visant à instaurer un tel cadre réglementaire ont déjà été adoptés ou sont en voie de l'être. Le droit d'auteur et les droits voisins jouent un rôle important dans ce contexte, car ils protègent et stimulent la mise au point et la commercialisation de nouveaux produits et services, ainsi que la création et l'exploitation de leur contenu créatif.
- (3) L'harmonisation envisagée contribuera à l'application des quatre libertés du marché intérieur et porte sur le respect des principes fondamentaux du droit et notamment de la propriété, dont la propriété intellectuelle, et de la liberté d'expression et de l'intérêt général.
- (4) Un cadre juridique harmonisé du droit d'auteur et des droits voisins, en améliorant la sécurité juridique et en assurant dans le même temps un niveau élevé de protection de la propriété intellectuelle, encouragera des investissements importants dans des activités créatrices et novatrices, notamment dans les infrastructures de réseaux, et favorisera ainsi la croissance et une compétitivité accrue de l'industrie européenne, et cela aussi bien dans le secteur de la fourniture de contenus que dans celui des technologies de l'information et, de façon plus

générale, dans de nombreux secteurs industriels et culturels. Ce processus permettra de sauvegarder des emplois et encouragera la création de nouveaux emplois.

- (5) L'évolution technologique a multiplié et diversifié les vecteurs de création, de production et d'exploitation. Si la protection de la propriété intellectuelle ne nécessite aucun concept nouveau, les règles actuelles en matière de droit d'auteur et de droits voisins devront être adaptées et complétées pour tenir dûment compte des réalités économiques telles que l'apparition de nouvelles formes d'exploitation.
- (6) En l'absence d'harmonisation à l'échelle communautaire, les processus législatifs au niveau national, dans lesquels plusieurs États membres se sont déjà engagés pour répondre aux défis technologiques, pourraient entraîner des disparités sensibles en matière de protection et, partant, des restrictions à la libre circulation des services et des marchandises qui comportent des éléments relevant de la propriété intellectuelle ou se fondent sur de tels éléments, ce qui provoquerait une nouvelle fragmentation du marché intérieur et des incohérences d'ordre législatif. L'incidence de ces disparités législatives et de cette insécurité juridique se fera plus sensible avec le développement de la société de l'information, qui a déjà considérablement renforcé l'exploitation transfrontalière de la propriété intellectuelle. Ce développement est appelé à se poursuivre. Des disparités et une insécurité juridiques importantes en matière de protection sont susceptibles d'entraver la réalisation d'économies d'échelle pour les nouveaux produits et services protégés par le droit d'auteur et les droits voisins.
- (7) Le cadre législatif communautaire relatif à la protection du droit d'auteur et des droits voisins doit donc aussi être adapté et complété dans la mesure nécessaire au bon fonctionnement du marché intérieur. Il convient, à cet effet, d'adapter les dispositions nationales sur le droit d'auteur et les droits voisins qui varient sensiblement d'un État membre à l'autre ou qui entraînent une insécurité juridique entravant le bon fonctionnement du marché intérieur et le développement de la société de l'information en Europe et il importe d'éviter que les États membres réagissent en ordre dispersé aux évolutions technologiques. En revanche, il n'est pas nécessaire de supprimer ou de prévenir les disparités qui ne portent pas atteinte au fonctionnement du marché intérieur.
- (8) Les diverses répercussions sociales, sociétales et culturelles de la société de l'information font qu'il y a lieu de prendre en considération la spécificité du contenu des produits et services.

⁽¹⁾ JO C 108 du 7.4.1998, p. 6 et JO C 180 du 25.6.1999, p. 6.

⁽²⁾ JO C 407 du 28.12.1998, p. 30.

⁽³⁾ Avis du Parlement européen du 10 février 1999 (JO C 150 du 28.5.1999, p. 171), position commune du Conseil du 28 septembre 2000 (JO C 344 du 1.12.2000, p. 1) et décision du Parlement européen du 14 février 2001 (non encore parue au Journal officiel).
Décision du Conseil du 9 avril 2001.

- (9) Toute harmonisation du droit d'auteur et des droits voisins doit se fonder sur un niveau de protection élevé, car ces droits sont essentiels à la création intellectuelle. Leur protection contribue au maintien et au développement de la créativité dans l'intérêt des auteurs, des interprètes ou exécutants, des producteurs, des consommateurs, de la culture, des entreprises et du public en général. La propriété intellectuelle a donc été reconnue comme faisant partie intégrante de la propriété.
- (10) Les auteurs ou les interprètes ou exécutants, pour pouvoir poursuivre leur travail créatif et artistique, doivent obtenir une rémunération appropriée pour l'utilisation de leurs œuvres, de même que les producteurs pour pouvoir financer ce travail. L'investissement nécessaire pour créer des produits, tels que des phonogrammes, des films ou des produits multimédias, et des services tels que les services à la demande, est considérable. Une protection juridique appropriée des droits de propriété intellectuelle est nécessaire pour garantir une telle rémunération et permettre un rendement satisfaisant de l'investissement.
- (11) Un système efficace et rigoureux de protection du droit d'auteur et des droits voisins est l'un des principaux instruments permettant de garantir à la création et à la production culturelles européennes l'obtention des ressources nécessaires et de préserver l'autonomie et la dignité des créateurs et interprètes.
- (12) Il est également très important, d'un point de vue culturel, d'accorder une protection suffisante aux œuvres protégées par le droit d'auteur et aux objets relevant des droits voisins. L'article 151 du traité fait obligation à la Communauté de tenir compte des aspects culturels dans son action.
- (13) Une recherche commune et une utilisation cohérente, à l'échelle européenne, de mesures techniques visant à protéger les œuvres et autres objets protégés et à assurer l'information nécessaire sur les droits en la matière revêtent une importance fondamentale, dès lors que ces mesures ont pour objectif ultime de traduire dans les faits les principes et garanties prévus par la loi.
- (14) La présente directive doit promouvoir la diffusion du savoir et de la culture par la protection des œuvres et autres objets protégés, tout en prévoyant des exceptions ou limitations dans l'intérêt du public à des fins d'éducation et d'enseignement.
- (15) La Conférence diplomatique qui s'est tenue en décembre 1996, sous les auspices de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), a abouti à l'adoption de deux nouveaux traités, à savoir le traité de l'OMPI sur le droit d'auteur et le traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes, qui portent respectivement sur la protection des auteurs et sur celle des artistes interprètes ou exécutants et des producteurs de phonogrammes. Ces traités constituent une mise à jour importante de la protection internationale du droit d'auteur et des droits voisins, notamment en ce qui concerne ce que l'on appelle «l'agenda numérique», et améliorent les moyens de lutte contre la piraterie à l'échelle planétaire. La Communauté et une majorité d'États membres ont déjà signé lesdits traités et les procédures de ratification sont en cours dans la Communauté et les États membres. La présente directive vise aussi à mettre en œuvre certaines de ces nouvelles obligations internationales.
- (16) La question de la responsabilité relative aux activités réalisées dans un environnement de réseau concerne non seulement le droit d'auteur et les droits voisins mais également d'autres domaines, tels que la diffamation, la publicité mensongère ou le non-respect des marques déposées. Cette question est traitée de manière horizontale dans la directive 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, et notamment du commerce électronique, dans le marché intérieur («Directive sur le commerce électronique») ⁽¹⁾ qui clarifie et harmonise différentes questions juridiques relatives aux services de la société de l'information, y compris le commerce électronique. La présente directive doit être mise en œuvre dans un délai analogue à celui fixé pour la directive sur le commerce électronique, étant donné que ladite directive établit un cadre harmonisé de principes et de dispositions qui concernent, entre autres, certaines parties importantes de la présente directive. La présente directive est sans préjudice des dispositions relatives à la responsabilité de ladite directive.
- (17) Il est nécessaire, surtout à la lumière des exigences résultant du numérique, de garantir que les sociétés de gestion collective des droits atteignent un niveau de rationalisation et de transparence plus élevé s'agissant du respect des règles de la concurrence.
- (18) La présente directive ne porte pas atteinte aux modalités qui existent dans les États membres en matière de gestion des droits, telles que les licences collectives étendues.
- (19) Le droit moral des titulaires de droits sera exercé en conformité avec le droit des États membres et les dispositions de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, du traité de l'OMPI sur le droit d'auteur et du traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes. Le droit moral reste en dehors du champ d'application de la présente directive.
- (20) La présente directive se fonde sur des principes et des règles déjà établis par les directives en vigueur dans ce domaine, notamment les directives 91/250/CEE ⁽²⁾, 92/100/CEE ⁽³⁾, 93/83/CEE ⁽⁴⁾, 93/98/CEE ⁽⁵⁾ et 96/9/CE ⁽⁶⁾. Elle développe ces principes et règles et les intègre dans la perspective de la société de l'information. Les dispositions de la présente directive doivent s'appliquer sans préjudice des dispositions desdites directives, sauf si la présente directive en dispose autrement.

⁽¹⁾ JO L 178 du 17.7.2000, p. 1.

⁽²⁾ Directive 91/250/CEE du Conseil du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur (JO L 122 du 17.5.1991, p. 42). Directive modifiée par la directive 93/98/CEE.

⁽³⁾ Directive 92/100/CEE du Conseil du 19 novembre 1992 relative au droit de location et de prêt et à certains droits voisins du droit d'auteur dans le domaine de la propriété intellectuelle (JO L 346 du 27.11.1992, p. 61). Directive modifiée par la directive 93/98/CEE.

⁽⁴⁾ Directive 93/83/CEE du Conseil du 27 septembre 1993 relative à la coordination de certaines règles du droit d'auteur et des droits voisins du droit d'auteur applicables à la radiodiffusion par satellite et à la retransmission par câble (JO L 248 du 6.10.1993, p. 15).

⁽⁵⁾ Directive 93/98/CEE du Conseil du 29 octobre 1993 relative à l'harmonisation de la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins (JO L 290 du 24.11.1993, p. 9).

⁽⁶⁾ Directive 96/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données (JO L 77 du 27.3.1996, p. 20).

- (21) La présente directive doit définir le champ des actes couverts par le droit de reproduction en ce qui concerne les différents bénéficiaires, et ce conformément à l'acquis communautaire. Il convient de donner à ces actes une définition large pour assurer la sécurité juridique au sein du marché intérieur.
- (22) Une promotion adéquate de la diffusion de la culture ne peut conduire à sacrifier la protection rigoureuse des droits et à tolérer les formes illégales de mise en circulation d'œuvres culturelles contrefaites ou piratées.
- (23) La présente directive doit harmoniser davantage le droit d'auteur de communication au public. Ce droit doit s'entendre au sens large, comme couvrant toute communication au public non présent au lieu d'origine de la communication. Ce droit couvre toute transmission ou retransmission, de cette nature, d'une œuvre au public, par fil ou sans fil, y compris la radiodiffusion. Il ne couvre aucun autre acte.
- (24) Le droit de mettre à la disposition du public des objets protégés qui est visé à l'article 3, paragraphe 2, doit s'entendre comme couvrant tous les actes de mise à la disposition du public qui n'est pas présent à l'endroit où l'acte de mise à disposition a son origine et comme ne couvrant aucun autre acte.
- (25) L'insécurité juridique qui entoure la nature et le niveau de protection des actes de transmission à la demande, au moyen de réseaux, d'œuvres protégées par le droit d'auteur et d'objets relevant des droits voisins doit être supprimée par la mise en place d'une protection harmonisée au niveau communautaire. Il doit être clair que tous les titulaires de droits reconnus par la présente directive ont le droit exclusif de mettre à la disposition du public des œuvres protégées par le droit d'auteur ou tout autre objet protégé par voie de transmissions interactives à la demande. Ces transmissions sont caractérisées par le fait que chacun peut y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.
- (26) Pour ce qui est de la mise à disposition par les radiodiffuseurs, dans le cadre de services à la demande, de leur production radiodiffusée ou télévisuelle comportant de la musique sur phonogrammes commerciaux en tant que partie intégrante de cette production, il y a lieu d'encourager la conclusion de contrats de licence collectifs, afin de faciliter le recouvrement des droits concernés.
- (27) La simple fourniture d'installations destinées à permettre ou à réaliser une communication ne constitue pas en soi une communication au sens de la présente directive.
- (28) La protection du droit d'auteur en application de la présente directive inclut le droit exclusif de contrôler la distribution d'une œuvre incorporée à un bien matériel. La première vente dans la Communauté de l'original d'une œuvre ou des copies de celle-ci par le titulaire du droit ou avec son consentement épuise le droit de contrôler la revente de cet objet dans la Communauté. Ce droit ne doit pas être épuisé par la vente de l'original ou de copies de celui-ci hors de la Communauté par le titulaire du droit ou avec son consentement. Les droits de location et de prêt des auteurs ont été établis par la directive 92/100/CEE. Le droit de distribution prévu par la présente directive n'affecte pas les dispositions en matière de droits de location et de prêt figurant au chapitre I de ladite directive.
- (29) La question de l'épuisement du droit ne se pose pas dans le cas des services, en particulier lorsqu'il s'agit de services en ligne. Cette considération vaut également pour la copie physique d'une œuvre ou d'un autre objet réalisée par l'utilisateur d'un tel service avec le consentement du titulaire du droit. Il en va par conséquent de même pour la location et le prêt de l'original de l'œuvre ou de copies de celle-ci, qui sont par nature des services. Contrairement aux CD-ROM ou aux CD-I, pour lesquels la propriété intellectuelle est incorporée dans un support physique, à savoir une marchandise, tout service en ligne constitue en fait un acte devant être soumis à autorisation dès lors que le droit d'auteur ou le droit voisin en dispose ainsi.
- (30) Les droits visés dans la présente directive peuvent être transférés, cédés ou donnés en licence contractuelle, sans préjudice des dispositions législatives nationales pertinentes sur le droit d'auteur et les droits voisins.
- (31) Il convient de maintenir un juste équilibre en matière de droits et d'intérêts entre les différentes catégories de titulaires de droits ainsi qu'entre celles-ci et les utilisateurs d'objets protégés. Les exceptions et limitations actuelles aux droits, telles que prévues par les États membres, doivent être réexaminées à la lumière du nouvel environnement électronique. Les disparités qui existent au niveau des exceptions et des limitations à certains actes soumis à restrictions ont une incidence négative directe sur le fonctionnement du marché intérieur dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins. Ces disparités pourraient s'accroître avec le développement de l'exploitation des œuvres par-delà les frontières et des activités transfrontalières. Pour assurer le bon fonctionnement du marché intérieur, ces exceptions et limitations doivent être définies de façon plus harmonieuse. Le degré d'harmonisation de ces exceptions doit être fonction de leur incidence sur le bon fonctionnement du marché intérieur.
- (32) La présente directive contient une liste exhaustive des exceptions et limitations au droit de reproduction et au droit de communication au public. Certaines exceptions ou limitations ne s'appliquent qu'au droit de reproduction, s'il y a lieu. La liste tient dûment compte de la diversité des traditions juridiques des États membres tout en visant à assurer le bon fonctionnement du marché intérieur. Les États membres appliquent ces exceptions et limitations de manière cohérente et la question sera examinée lors d'un futur réexamen des dispositions de mise en œuvre.
- (33) Le droit exclusif de reproduction doit faire l'objet d'une exception destinée à autoriser certains actes de reproduction provisoires, qui sont transitoires ou accessoires, qui font partie intégrante et essentielle d'un processus technique et qui sont exécutés dans le seul but de permettre soit une transmission efficace dans un réseau entre tiers par un intermédiaire, soit une utilisation licite d'une œuvre ou d'un autre objet protégé. Les actes de reproduction concernés ne devraient avoir par eux-mêmes aucune valeur économique propre. Pour autant qu'ils remplissent ces conditions, cette exception couvre les actes qui permettent le survol (*browsing*), ainsi que les

- actes de prélecture dans un support rapide (*caching*), y compris ceux qui permettent le fonctionnement efficace des systèmes de transmission, sous réserve que l'intermédiaire ne modifie pas l'information et n'entrave pas l'utilisation licite de la technologie, largement reconnue et utilisée par l'industrie, dans le but d'obtenir des données sur l'utilisation de l'information. Une utilisation est réputée être licite lorsqu'elle est autorisée par le titulaire du droit ou n'est pas limitée par la loi.
- (34) Les États membres devraient avoir la faculté de prévoir certaines exceptions et limitations dans certains cas tels que l'utilisation, à des fins d'enseignement ou de recherche scientifique, au bénéfice d'établissements publics tels que les bibliothèques et les archives, à des fins de compte rendu d'événements d'actualité, pour des citations, à l'usage des personnes handicapées, à des fins de sécurité publique et à des fins de procédures administratives ou judiciaires.
- (35) Dans le cas de certaines exceptions ou limitations, les titulaires de droits doivent recevoir une compensation équitable afin de les indemniser de manière adéquate pour l'utilisation faite de leurs œuvres ou autres objets protégés. Lors de la détermination de la forme, des modalités et du niveau éventuel d'une telle compensation équitable, il convient de tenir compte des circonstances propres à chaque cas. Pour évaluer ces circonstances, un critère utile serait le préjudice potentiel subi par les titulaires de droits en raison de l'acte en question. Dans le cas où des titulaires de droits auraient déjà reçu un paiement sous une autre forme, par exemple en tant que partie d'une redevance de licence, un paiement spécifique ou séparé pourrait ne pas être dû. Le niveau de la compensation équitable doit prendre en compte le degré d'utilisation des mesures techniques de protection prévues à la présente directive. Certains cas où le préjudice au titulaire du droit serait minime pourraient ne pas donner naissance à une obligation de paiement.
- (36) Les États membres peuvent prévoir une compensation équitable pour les titulaires de droits même lorsqu'ils appliquent les dispositions optionnelles relatives aux exceptions ou limitations qui n'exigent pas cette compensation.
- (37) Les régimes nationaux qui peuvent exister en matière de reprographie ne créent pas de barrières majeures pour le marché intérieur. Les États membres doivent être autorisés à prévoir une exception ou une limitation en ce qui concerne la reprographie.
- (38) Les États membres doivent être autorisés à prévoir une exception ou une limitation au droit de reproduction pour certains types de reproduction de produits sonores, visuels et audiovisuels à usage privé, avec une compensation équitable. Une telle exception pourrait comporter l'introduction ou le maintien de systèmes de rémunération destinés à dédommager les titulaires de droits du préjudice subi. Même si les disparités existant entre ces systèmes de rémunération gênent le fonctionnement du marché intérieur, elles ne devraient pas, en ce qui concerne la reproduction privée sur support analogique, avoir une incidence significative sur le développement de la société de l'information. La confection de copies privées sur support numérique est susceptible d'être plus répandue et d'avoir une incidence économique plus grande. Il y a donc lieu de tenir dûment compte des différences existant entre copies privées numériques et analogiques et de faire une distinction entre elles à certains égards.
- (39) Lorsqu'il s'agit d'appliquer l'exception ou la limitation pour copie privée, les États membres doivent tenir dûment compte de l'évolution technologique et économique, en particulier pour ce qui concerne la copie privée numérique et les systèmes de rémunération y afférents, lorsque des mesures techniques de protection efficaces sont disponibles. De telles exceptions ou limitations ne doivent faire obstacle ni à l'utilisation de mesures techniques ni à la répression de tout acte de contournement.
- (40) Les États membres peuvent prévoir une exception ou une limitation au bénéfice de certains établissements sans but lucratif, tels que les bibliothèques accessibles au public et autres institutions analogues, ainsi que les archives, cette exception devant toutefois être limitée à certains cas particuliers couverts par le droit de reproduction. Une telle exception ou limitation ne doit pas s'appliquer à des utilisations faites dans le cadre de la fourniture en ligne d'œuvres ou d'autres objets protégés. La présente directive doit s'appliquer sans préjudice de la faculté donnée aux États membres de déroger au droit exclusif de prêt public en vertu de l'article 5 de la directive 92/100/CEE. Il est donc opportun de promouvoir des contrats ou des licences spécifiques qui favorisent, sans créer de déséquilibre, de tels établissements et la réalisation de leur mission de diffusion.
- (41) Lors de l'application de l'exception ou de la limitation pour les enregistrements éphémères effectués par des organismes de radiodiffusion, il est entendu que les propres moyens d'un organisme de radiodiffusion comprennent les moyens d'une personne qui agit au nom et sous la responsabilité de celui-ci.
- (42) Lors de l'application de l'exception ou de la limitation prévue pour les utilisations à des fins éducatives et de recherche non commerciales, y compris l'enseignement à distance, la nature non commerciale de l'activité en question doit être déterminée par cette activité en tant que telle. La structure organisationnelle et les moyens de financement de l'établissement concerné ne sont pas des éléments déterminants à cet égard.
- (43) Il est de toute manière important que les États membres adoptent toutes les mesures qui conviennent pour favoriser l'accès aux œuvres pour les personnes souffrant d'un handicap qui les empêche d'utiliser les œuvres elles-mêmes, en tenant plus particulièrement compte des formats accessibles.
- (44) Lorsque les exceptions et les limitations prévues par la présente directive sont appliquées, ce doit être dans le respect des obligations internationales. Ces exceptions et limitations ne sauraient être appliquées d'une manière qui cause un préjudice aux intérêts légitimes du titulaire de droits ou qui porte atteinte à l'exploitation normale de son œuvre ou autre objet. Lorsque les États membres prévoient de telles exceptions ou limitations, il y a lieu, en particulier, de tenir dûment compte de l'incidence économique accrue que celles-ci sont susceptibles d'avoir dans le cadre du nouvel environnement électronique. En conséquence, il pourrait être nécessaire de restreindre davantage encore la portée de certaines exceptions ou limitations en ce qui concerne certaines utilisations nouvelles d'œuvres protégées par le droit d'auteur ou d'autres objets protégés.

- (45) Les exceptions et limitations visées à l'article 5, paragraphes 2, 3 et 4, ne doivent toutefois pas faire obstacle à la définition des relations contractuelles visant à assurer une compensation équitable aux titulaires de droits dans la mesure où la législation nationale le permet.
- (46) Le recours à la médiation pourrait aider utilisateurs et titulaires de droits à régler les litiges. La Commission, en coopération avec les États membres au sein du comité de contact, doit réaliser une étude sur de nouveaux moyens juridiques de règlement des litiges concernant le droit d'auteur et les droits voisins.
- (47) L'évolution technologique permettra aux titulaires de droits de recourir à des mesures techniques destinées à empêcher ou à limiter les actes non autorisés par les titulaires d'un droit d'auteur, de droits voisins ou du droit sui generis sur une base de données. Le risque existe, toutefois, de voir se développer des activités illicites visant à permettre ou à faciliter le contournement de la protection technique fournie par ces mesures. Afin d'éviter des approches juridiques fragmentées susceptibles d'entraver le fonctionnement du marché intérieur, il est nécessaire de prévoir une protection juridique harmonisée contre le contournement des mesures techniques efficaces et contre le recours à des dispositifs et à des produits ou services à cet effet.
- (48) Une telle protection juridique doit porter sur les mesures techniques qui permettent efficacement de limiter les actes non autorisés par les titulaires d'un droit d'auteur, de droits voisins ou du droit sui generis sur une base de données, sans toutefois empêcher le fonctionnement normal des équipements électroniques et leur développement technique. Une telle protection juridique n'implique aucune obligation de mise en conformité des dispositifs, produits, composants ou services avec ces mesures techniques, pour autant que lesdits dispositifs, produits, composants ou services ne tombent pas, par ailleurs, sous le coup de l'interdiction prévue à l'article 6. Une telle protection juridique doit respecter le principe de proportionnalité et ne doit pas interdire les dispositifs ou activités qui ont, sur le plan commercial, un objet ou une utilisation autre que le contournement de la protection technique. Cette protection ne doit notamment pas faire obstacle à la recherche sur la cryptographie.
- (49) La protection juridique des mesures techniques ne porte pas atteinte à l'application de dispositions nationales qui peuvent interdire la détention à des fins privées de dispositifs, produits ou composants destinés à contourner les mesures techniques.
- (50) Une telle protection juridique harmonisée n'affecte pas les dispositions spécifiques en matière de protection prévues par la directive 91/250/CEE. En particulier, elle ne doit pas s'appliquer à la protection de mesures techniques utilisées en liaison avec des programmes d'ordinateur, qui relève exclusivement de ladite directive. Elle ne doit ni empêcher, ni gêner la mise au point ou l'utilisation de tout moyen permettant de contourner une mesure technique nécessaire pour permettre d'effectuer les actes réalisés conformément à l'article 5, paragraphe 3, ou à l'article 6 de la directive 91/250/CEE. Les articles 5 et 6 de ladite directive déterminent uniquement les exceptions aux droits exclusifs applicables aux programmes d'ordinateur.
- (51) La protection juridique des mesures techniques s'applique sans préjudice des dispositions relatives à l'ordre public tel qu'il est défini à l'article 5 et à la sécurité publique. Les États membres doivent encourager les mesures volontaires prises par les titulaires de droits, y compris la conclusion et la mise en œuvre d'accords entre titulaires de droits et d'autres parties concernées, pour permettre d'atteindre les objectifs visés par certaines exceptions ou limitations prévues par le droit national conformément à la présente directive. En l'absence de mesures volontaires ou d'accords de ce type dans un délai raisonnable, les États membres doivent prendre des mesures appropriées pour assurer que les titulaires de droits fournissent aux bénéficiaires desdites exceptions ou limitations les moyens appropriés pour en bénéficier, par la modification d'une mesure technique mise en œuvre ou autrement. Toutefois, afin d'empêcher l'abus de telles mesures prises par les titulaires de droits, y compris dans le cadre d'accords, ou prises par un État membre, toutes les mesures techniques mises en œuvre en application de ces mesures doivent être protégées juridiquement.
- (52) De même, lors de l'application d'une exception ou d'une limitation pour copie privée conformément à l'article 5, paragraphe 2, point b), les États membres doivent encourager le recours aux mesures volontaires pour permettre d'atteindre les objectifs visés par ladite exception ou limitation. Si, dans un délai raisonnable, aucune mesure volontaire destinée à permettre la reproduction pour usage privé n'a été prise, les États membres peuvent arrêter des mesures qui permettent aux bénéficiaires de l'exception ou de la limitation concernée d'en bénéficier. Les mesures volontaires prises par les titulaires de droits, y compris les accords entre titulaires de droits et d'autres parties concernées, ainsi que les mesures prises par les États membres n'empêchent pas les titulaires de droits de recourir à des mesures techniques, qui sont compatibles avec les exceptions ou limitations relatives à la copie à usage privé prévues par leur droit national conformément à l'article 5, paragraphe 2, point b), en tenant compte de la compensation équitable exigée à la dite disposition, et de la distinction éventuelle entre différentes conditions d'utilisation, conformément à l'article 5, paragraphe 5, par exemple le contrôle du nombre de reproductions. Afin d'empêcher le recours abusif à ces mesures, toute mesure technique appliquée lors de la mise en œuvre de celles-ci doit jouir de la protection juridique.
- (53) La protection des mesures techniques devrait garantir un environnement sûr pour la fourniture de services interactifs à la demande, et ce de telle manière que le public puisse avoir accès à des œuvres ou à d'autres objets dans un endroit et à un moment choisis par lui. Dans le cas où ces services sont régis par des dispositions contractuelles, le premier et le deuxième alinéas de l'article 6, paragraphe 4, ne devraient pas s'appliquer. Les formes non interactives d'utilisation en ligne restent soumises à ces dispositions.

- (54) Des progrès importants ont été accomplis dans le domaine de la normalisation internationale des systèmes techniques d'identification des œuvres et objets protégés sous forme numérique. Dans le cadre d'un environnement où les réseaux occupent une place de plus en plus grande, les différences existant entre les mesures techniques pourraient aboutir, au sein de la Communauté, à une incompatibilité des systèmes. La compatibilité et l'interopérabilité des différents systèmes doivent être encouragées. Il serait très souhaitable que soit encouragée la mise au point de systèmes universels.
- (55) L'évolution technologique facilitera la distribution d'œuvres, notamment sur les réseaux, et il sera par conséquent nécessaire pour les titulaires de droits de mieux identifier l'œuvre ou autre objet protégé, l'auteur ou tout autre titulaire de droits, et de fournir des informations sur les conditions et modalités d'utilisation de l'œuvre ou autre objet protégé, afin de faciliter la gestion des droits y afférents. Les titulaires de droits doivent être encouragés à utiliser des signes indiquant notamment, outre les informations visées ci-dessus, leur autorisation lorsque des œuvres ou d'autres objets protégés sont distribués sur les réseaux.
- (56) Le risque existe, toutefois, de voir se développer des activités illicites visant à supprimer ou à modifier les informations, présentées sous forme électronique, sur le régime des droits dont relève l'œuvre ou l'objet, ou visant à distribuer, importer aux fins de distribution, radiodiffuser, communiquer au public ou mettre à sa disposition des œuvres ou autres objets protégés dont ces informations ont été supprimées sans autorisation. Afin d'éviter des approches juridiques fragmentées susceptibles d'entraver le fonctionnement du marché intérieur, il est nécessaire de prévoir une protection juridique harmonisée contre toute activité de cette nature.
- (57) Les systèmes relatifs à l'information sur le régime des droits susmentionnés peuvent aussi, selon leur conception, traiter des données à caractère personnel relatives aux habitudes de consommation des particuliers pour ce qui est des objets protégés et permettre l'observation des comportements en ligne. Ces moyens techniques doivent, dans leurs fonctions techniques, incorporer les principes de protection de la vie privée, conformément à la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ⁽¹⁾.
- (58) Les États membres doivent prévoir des sanctions et des voies de recours efficaces contre les atteintes aux droits et obligations prévus par la présente directive. Ils prennent toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que ces sanctions et voies de recours soient appliquées. Les sanctions prévues sont efficaces, proportionnées et dissuasives et doivent comprendre la possibilité de demander des dommages et intérêts et/ou une ordonnance sur requête et, le cas échéant, la saisie du matériel ayant servi à commettre l'infraction.
- (59) Les services d'intermédiaires peuvent, en particulier dans un environnement numérique, être de plus en plus utilisés par des tiers pour porter atteinte à des droits. Dans de nombreux cas, ces intermédiaires sont les mieux à même de mettre fin à ces atteintes. Par conséquent, sans préjudice de toute autre sanction ou voie de recours dont ils peuvent se prévaloir, les titulaires de droits doivent avoir la possibilité de demander qu'une ordonnance sur requête soit rendue à l'encontre d'un intermédiaire qui transmet dans un réseau une contrefaçon commise par un tiers d'une œuvre protégée ou d'un autre objet protégé. Cette possibilité doit être prévue même lorsque les actions de l'intermédiaire font l'objet d'une exception au titre de l'article 5. Les conditions et modalités concernant une telle ordonnance sur requête devraient relever du droit interne des États membres.
- (60) La protection prévue par la présente directive n'affecte pas les dispositions légales nationales ou communautaires dans d'autres domaines, tels que la propriété industrielle, la protection des données, les services d'accès conditionnel et à accès conditionnel, l'accès aux documents publics et la règle de la chronologie des médias, susceptibles d'avoir une incidence sur la protection du droit d'auteur ou des droits voisins.
- (61) Afin de se conformer au traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes, il y a lieu de modifier les directives 92/100/CEE et 93/98/CEE,

ONT ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE:

CHAPITRE I

OBJECTIF ET CHAMP D'APPLICATION

Article premier

Champ d'application

1. La présente directive porte sur la protection juridique du droit d'auteur et des droits voisins dans le cadre du marché intérieur, avec une importance particulière accordée à la société de l'information.
2. Sauf dans les cas visés à l'article 11, la présente directive laisse intactes et n'affecte en aucune façon les dispositions communautaires existantes concernant:
 - a) la protection juridique des programmes d'ordinateur;
 - b) le droit de location, de prêt et certains droits voisins du droit d'auteur dans le domaine de la propriété intellectuelle;
 - c) le droit d'auteur et les droits voisins applicables à la radiodiffusion de programmes par satellite et à la retransmission par câble;
 - d) la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins;
 - e) la protection juridique des bases de données.

⁽¹⁾ JO L 281 du 23.11.1995, p. 31.

CHAPITRE II

DROITS ET EXCEPTIONS*Article 2***Droit de reproduction**

Les États membres prévoient le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte, provisoire ou permanente, par quelque moyen et sous quelque forme que ce soit, en tout ou en partie:

- a) pour les auteurs, de leurs œuvres;
- b) pour les artistes interprètes ou exécutants, des fixations de leurs exécutions;
- c) pour les producteurs de phonogrammes, de leurs phonogrammes;
- d) pour les producteurs des premières fixations de films, de l'original et de copies de leurs films;
- e) pour les organismes de radiodiffusion, des fixations de leurs émissions, qu'elles soient diffusées par fil ou sans fil, y compris par câble ou par satellite.

*Article 3***Droit de communication d'œuvres au public et droit de mettre à la disposition du public d'autres objets protégés**

1. Les États membres prévoient pour les auteurs le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire toute communication au public de leurs œuvres, par fil ou sans fil, y compris la mise à la disposition du public de leurs œuvres de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

2. Les États membres prévoient le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la mise à la disposition du public, par fil ou sans fil, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement:

- a) pour les artistes interprètes ou exécutants, des fixations de leurs exécutions;
- b) pour les producteurs de phonogrammes, de leurs phonogrammes;
- c) pour les producteurs des premières fixations de films, de l'original et de copies de leurs films;
- d) pour les organismes de radiodiffusion, des fixations de leurs émissions, qu'elles soient diffusées par fil ou sans fil, y compris par câble ou par satellite.

3. Les droits visés aux paragraphes 1 et 2 ne sont pas épuisés par un acte de communication au public, ou de mise à la disposition du public, au sens du présent article.

*Article 4***Droit de distribution**

1. Les États membres prévoient pour les auteurs le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire toute forme de distribution au public, par la vente ou autrement, de l'original de leurs œuvres ou de copies de celles-ci.

2. Le droit de distribution dans la Communauté relatif à l'original ou à des copies d'une œuvre n'est épuisé qu'en cas de première vente ou premier autre transfert de propriété dans la

Communauté de cet objet par le titulaire du droit ou avec son consentement.

*Article 5***Exceptions et limitations**

1. Les actes de reproduction provisoires visés à l'article 2, qui sont transitoires ou accessoires et constituent une partie intégrante et essentielle d'un procédé technique et dont l'unique finalité est de permettre:

- a) une transmission dans un réseau entre tiers par un intermédiaire, ou
- b) une utilisation licite

d'une œuvre ou d'un objet protégé, et qui n'ont pas de signification économique indépendante, sont exemptés du droit de reproduction prévu à l'article 2.

2. Les États membres ont la faculté de prévoir des exceptions ou limitations au droit de reproduction prévu à l'article 2 dans les cas suivants:

- a) lorsqu'il s'agit de reproductions effectuées sur papier ou sur support similaire au moyen de toute technique photographique ou de tout autre procédé ayant des effets similaires, à l'exception des partitions, à condition que les titulaires de droits reçoivent une compensation équitable;
- b) lorsqu'il s'agit de reproductions effectuées sur tout support par une personne physique pour un usage privé et à des fins non directement ou indirectement commerciales, à condition que les titulaires de droits reçoivent une compensation équitable qui prend en compte l'application ou la non application des mesures techniques visées à l'article 6 aux œuvres ou objets concernés;
- c) lorsqu'il s'agit d'actes de reproduction spécifiques effectués par des bibliothèques accessibles au public, des établissements d'enseignement ou des musées ou par des archives, qui ne recherchent aucun avantage commercial ou économique direct ou indirect;
- d) lorsqu'il s'agit d'enregistrements éphémères d'œuvres effectués par des organismes de radiodiffusion par leurs propres moyens et pour leurs propres émissions; la conservation de ces enregistrements dans les archives officielles peut être autorisée en raison de leur valeur documentaire exceptionnelle;
- e) en ce qui concerne la reproduction d'émissions faites par des institutions sociales sans but lucratif, telles que les hôpitaux ou les prisons, à condition que les titulaires de droits reçoivent une compensation équitable.

3. Les États membres ont la faculté de prévoir des exceptions ou limitations aux droits prévus aux articles 2 et 3 dans les cas suivants:

- a) lorsqu'il s'agit d'une utilisation à des fins exclusives d'illustration dans le cadre de l'enseignement ou de la recherche scientifique, sous réserve d'indiquer, à moins que cela ne s'avère impossible, la source, y compris le nom de l'auteur, dans la mesure justifiée par le but non commercial poursuivi;
- b) lorsqu'il s'agit d'utilisations au bénéfice de personnes affectées d'un handicap qui sont directement liées au handicap en question et sont de nature non commerciale, dans la mesure requise par ledit handicap;

- c) lorsqu'il s'agit de la reproduction par la presse, de la communication au public ou de la mise à disposition d'articles publiés sur des thèmes d'actualité à caractère économique, politique ou religieux ou d'œuvres radiodiffusées ou d'autres objets protégés présentant le même caractère, dans les cas où cette utilisation n'est pas expressément réservée et pour autant que la source, y compris le nom de l'auteur, soit indiquée, ou lorsqu'il s'agit de l'utilisation d'œuvres ou d'autres objets protégés afin de rendre compte d'événements d'actualité, dans la mesure justifiée par le but d'information poursuivi et sous réserve d'indiquer, à moins que cela ne s'avère impossible, la source, y compris le nom de l'auteur;
- d) lorsqu'il s'agit de citations faites, par exemple, à des fins de critique ou de revue, pour autant qu'elles concernent une œuvre ou un autre objet protégé ayant déjà été licitement mis à la disposition du public, que, à moins que cela ne s'avère impossible, la source, y compris le nom de l'auteur, soit indiquée et qu'elles soient faites conformément aux bons usages et dans la mesure justifiée par le but poursuivi;
- e) lorsqu'il s'agit d'une utilisation à des fins de sécurité publique ou pour assurer le bon déroulement de procédures administratives, parlementaires ou judiciaires, ou pour assurer une couverture adéquate desdites procédures;
- f) lorsqu'il s'agit de l'utilisation de discours politiques ainsi que d'extraits de conférences publiques ou d'œuvres ou d'objets protégés similaires, dans la mesure justifiée par le but d'information poursuivi et pour autant, à moins que cela ne s'avère impossible, que la source, y compris le nom de l'auteur, soit indiquée;
- g) lorsqu'il s'agit d'une utilisation au cours de cérémonies religieuses ou de cérémonies officielles organisées par une autorité publique;
- h) lorsqu'il s'agit de l'utilisation d'œuvres, telles que des réalisations architecturales ou des sculptures, réalisées pour être placées en permanence dans des lieux publics;
- i) lorsqu'il s'agit de l'inclusion fortuite d'une œuvre ou d'un autre objet protégé dans un autre produit;
- j) lorsqu'il s'agit d'une utilisation visant à annoncer des expositions publiques ou des ventes d'œuvres artistiques, dans la mesure nécessaire pour promouvoir l'événement en question, à l'exclusion de toute autre utilisation commerciale;
- k) lorsqu'il s'agit d'une utilisation à des fins de caricature, de parodie ou de pastiche;
- l) lorsqu'il s'agit d'une utilisation à des fins de démonstration ou de réparation de matériel;
- m) lorsqu'il s'agit d'une utilisation d'une œuvre artistique constituée par un immeuble ou un dessin ou un plan d'un immeuble aux fins de la reconstruction de cet immeuble;
- n) lorsqu'il s'agit de l'utilisation, par communication ou mise à disposition, à des fins de recherches ou d'études privées, au moyen de terminaux spécialisés, à des particuliers dans les locaux des établissements visés au paragraphe 2, point c), d'œuvres et autres objets protégés faisant partie de leur collection qui ne sont pas soumis à des conditions en matière d'achat ou de licence;
- o) lorsqu'il s'agit d'une utilisation dans certains autres cas de moindre importance pour lesquels des exceptions ou limitations existent déjà dans la législation nationale, pour autant que cela ne concerne que des utilisations analo-

giques et n'affecte pas la libre circulation des marchandises et des services dans la Communauté, sans préjudice des autres exceptions et limitations prévues au présent article.

4. Lorsque les États membres ont la faculté de prévoir une exception ou une limitation au droit de reproduction en vertu des paragraphes 2 et 3, ils peuvent également prévoir une exception ou limitation au droit de distribution visé à l'article 4, dans la mesure où celle-ci est justifiée par le but de la reproduction autorisée.

5. Les exceptions et limitations prévues aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 ne sont applicables que dans certains cas spéciaux qui ne portent pas atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre ou autre objet protégé ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du titulaire du droit.

CHAPITRE III

PROTECTION DES MESURES TECHNIQUES ET INFORMATION SUR LE RÉGIME DES DROITS

Article 6

Obligations relatives aux mesures techniques

1. Les États membres prévoient une protection juridique appropriée contre le contournement de toute mesure technique efficace, que la personne effectue en sachant, ou en ayant des raisons valables de penser, qu'elle poursuit cet objectif.

2. Les États membres prévoient une protection juridique appropriée contre la fabrication, l'importation, la distribution, la vente, la location, la publicité en vue de la vente ou de la location, ou la possession à des fins commerciales de dispositifs, produits ou composants ou la prestation de services qui:

- font l'objet d'une promotion, d'une publicité ou d'une commercialisation, dans le but de contourner la protection, ou
- n'ont qu'un but commercial limité ou une utilisation limitée autre que de contourner la protection, ou
- sont principalement conçus, produits, adaptés ou réalisés dans le but de permettre ou de faciliter le contournement de la protection

de toute mesure technique efficace.

3. Aux fins de la présente directive, on entend par «mesures techniques», toute technologie, dispositif ou composant qui, dans le cadre normal de son fonctionnement, est destiné à empêcher ou à limiter, en ce qui concerne les œuvres ou autres objets protégés, les actes non autorisés par le titulaire d'un droit d'auteur ou d'un droit voisin du droit d'auteur prévu par la loi, ou du droit sui generis prévu au chapitre III de la directive 96/9/CE. Les mesures techniques sont réputées efficaces lorsque l'utilisation d'une œuvre protégée, ou celle d'un autre objet protégé, est contrôlée par les titulaires du droit grâce à l'application d'un code d'accès ou d'un procédé de protection, tel que le cryptage, le brouillage ou toute autre transformation de l'œuvre ou de l'objet protégé ou d'un mécanisme de contrôle de copie qui atteint cet objectif de protection.

4. Nonobstant la protection juridique prévue au paragraphe 1, en l'absence de mesures volontaires prises par les titulaires de droits, y compris les accords entre titulaires de droits et d'autres parties concernées, les États membres prennent des mesures appropriées pour assurer que les bénéficiaires des

exceptions ou limitations prévues par le droit national conformément à l'article 5, paragraphe 2, points a), c), d) et e), et à l'article 5, paragraphe 3, points a), b) ou e), puissent bénéficier desdites exceptions ou limitations dans la mesure nécessaire pour en bénéficier lorsque le bénéficiaire a un accès licite à l'œuvre protégée ou à l'objet protégé en question.

Un État membre peut aussi prendre de telles mesures à l'égard du bénéficiaire d'une exception ou limitation prévue conformément à l'article 5, paragraphe 2, point b), à moins que la reproduction à usage privé ait déjà été rendue possible par les titulaires de droits dans la mesure nécessaire pour bénéficier de l'exception ou de la limitation concernée et conformément aux dispositions de l'article 5, paragraphe 2, point b), et de l'article 5, paragraphe 5, sans empêcher les titulaires de droits d'adopter des mesures adéquates en ce qui concerne le nombre de reproductions conformément à ces dispositions.

Les mesures techniques appliquées volontairement par les titulaires de droits, y compris celles mises en œuvre en application d'accords volontaires, et les mesures techniques mises en œuvre en application des mesures prises par les États membres, jouissent de la protection juridique prévue au paragraphe 1.

Les dispositions des premier et deuxième alinéas ne s'appliquent pas aux œuvres ou autres objets protégés qui sont mis à la disposition du public à la demande selon les dispositions contractuelles convenues entre les parties de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

Lorsque le présent article est appliqué dans le cadre des directives 92/100/CEE et 96/9/CE, le présent paragraphe s'applique mutatis mutandis.

Article 7

Obligations relatives à l'information sur le régime des droits

1. Les États membres prévoient une protection juridique appropriée contre toute personne qui accomplit sciemment, sans autorisation, l'un des actes suivants:

- a) supprimer ou modifier toute information relative au régime des droits se présentant sous forme électronique;
- b) distribuer, importer aux fins de distribution, radiodiffuser, communiquer au public ou mettre à la disposition des œuvres ou autres objets protégés en vertu de la présente directive ou du chapitre III de la directive 96/9/CE et dont les informations sur le régime des droits se présentant sous forme électronique ont été supprimées ou modifiées sans autorisation,

en sachant ou en ayant des raisons valables de penser que, ce faisant, elle entraîne, permet, facilite ou dissimule une atteinte à un droit d'auteur ou droit voisin du droit d'auteur prévu par la loi, ou au droit sui generis prévu au chapitre III de la directive 96/9/CE.

2. Aux fins de la présente directive, on entend par «information sur le régime des droits» toute information fournie par des titulaires de droits qui permet d'identifier l'œuvre ou autre objet protégé visé par la présente directive ou couvert par le droit sui generis prévu au chapitre III de la directive 96/9/CE, l'auteur ou tout autre titulaire de droits. Cette expression désigne aussi les informations sur les conditions et modalités d'utilisation de

l'œuvre ou autre objet protégé ainsi que tout numéro ou code représentant ces informations.

Le premier alinéa s'applique lorsque l'un quelconque de ces éléments d'information est joint à la copie ou apparaît en relation avec la communication au public d'une œuvre ou d'un objet protégé visé par la présente directive ou couvert par le droit sui generis prévu au chapitre III de la directive 96/9/CE.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS COMMUNES

Article 8

Sanctions et voies de recours

1. Les États membres prévoient des sanctions et des voies de recours appropriées contre les atteintes aux droits et obligations prévus par la présente directive et prennent toutes les mesures nécessaires pour en garantir l'application. Ces sanctions sont efficaces, proportionnées et dissuasives.

2. Chaque État membre prend les mesures nécessaires pour faire en sorte que les titulaires de droits dont les intérêts sont lésés par une infraction commise sur son territoire puissent intenter une action en dommages-intérêts et/ou demander qu'une ordonnance sur requête soit rendue ainsi que, le cas échéant, demander la saisie du matériel concerné par l'infraction ainsi que des dispositifs, produits ou composants visés à l'article 6, paragraphe 2.

3. Les États membres veillent à ce que les titulaires de droits puissent demander qu'une ordonnance sur requête soit rendue à l'encontre des intermédiaires dont les services sont utilisés par un tiers pour porter atteinte à un droit d'auteur ou à un droit voisin.

Article 9

Maintien d'autres dispositions

La présente directive n'affecte pas les dispositions concernant notamment les brevets, les marques, les dessins et modèles, les modèles d'utilité, les topographies des semi-conducteurs, les caractères typographiques, l'accès conditionnel, l'accès au câble des services de radiodiffusion, la protection des trésors nationaux, les exigences juridiques en matière de dépôt légal, le droit des ententes et de la concurrence déloyale, le secret des affaires, la sécurité, la confidentialité, la protection des données personnelles et le respect de la vie privée, l'accès aux documents publics et le droit des contrats.

Article 10

Application dans le temps

1. Les dispositions de la présente directive s'appliquent à toutes les œuvres et à tous les autres objets protégés visés par la présente directive qui, le 22 décembre 2002, sont protégés par la législation des États membres dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins, ou qui remplissent les critères de protection en application des dispositions de la présente directive ou des directives visées à l'article 1^{er}, paragraphe 2.

2. La présente directive s'applique sans préjudice des actes conclus et des droits acquis avant le 22 décembre 2002.

Article 11

Adaptations techniques

1. La directive 92/100/CEE est modifiée comme suit:

- a) l'article 7 est supprimé;
 b) à l'article 10, le paragraphe 3 est remplacé par le texte suivant:

«3. Les limitations ne sont applicables que dans certains cas spéciaux qui ne portent pas atteinte à l'exploitation normale de l'objet protégé ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du titulaire du droit.»

2. À l'article 3 de la directive 93/98/CEE, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:

«2. Les droits des producteurs de phonogrammes expirent cinquante ans après la fixation. Toutefois, si le phonogramme a fait l'objet d'une publication licite pendant cette période, les droits expirent cinquante ans après la date de la première publication licite. En l'absence de publication licite au cours de la période visée à la première phrase, et si le phonogramme a fait l'objet d'une communication licite au public pendant cette période, les droits expirent cinquante ans après la date de la première communication licite au public.

Cependant, si les droits des producteurs de phonogrammes, par expiration de la durée de la protection qui leur était reconnue en vertu du présent paragraphe dans sa version antérieure à la modification par la directive 2001/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information (*) ne sont plus protégés le 22 décembre 2002, ce paragraphe ne peut avoir pour effet de protéger ces droits à nouveau.

(*) JO L 167 du 22.6.2001, p. 10.»

Article 12

Dispositions finales

1. Au plus tard le 22 décembre 2004, et ultérieurement tous les trois ans, la Commission transmet au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social un rapport sur l'application de la présente directive, dans lequel, entre autres, sur la base d'informations spécifiques fournies par les États membres, elle examine en particulier l'application de l'article 5, de l'article 6 et de l'article 8 à la lumière du développement du marché numérique. En ce qui concerne l'article 6, elle examine en particulier si cet article confère un niveau suffisant de protection et si des actes permis par la loi sont affectés par l'utilisation de mesures techniques efficaces. Elle présente, si cela est nécessaire en particulier pour assurer le fonctionnement du marché intérieur conformément à l'article 14 du traité, des propositions visant à modifier la présente directive.

2. La protection des droits voisins prévue par la présente directive laisse intacte et n'affecte en aucune façon la protection du droit d'auteur.

3. Un comité de contact est institué. Il est composé de représentants des autorités compétentes des États membres. Il est présidé par un représentant de la Commission et se réunit soit à l'initiative de celui-ci soit à la demande de la délégation d'un État membre.

4. Le comité aura pour tâche:

- a) d'examiner les effets de la présente directive sur le fonctionnement du marché intérieur et de signaler les problèmes éventuels;
 b) d'organiser des consultations sur toute question découlant de l'application de la présente directive;
 c) de faciliter l'échange d'informations sur les évolutions pertinentes de la réglementation et de la jurisprudence ainsi que dans le domaine économique, social, culturel et technologique;
 d) de fonctionner comme un forum d'évaluation du marché numérique des œuvres et des autres objets, y compris la copie privée et l'usage de mesures techniques.

Article 13

Mise en œuvre

1. Les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive au plus tard le 22 décembre 2002. Ils en informent immédiatement la Commission.

Lorsque les États membres adoptent ces dispositions, celles-ci contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle. Les modalités de cette référence sont arrêtées par les États membres.

2. Les États membres communiquent le texte des dispositions de droit interne qu'ils adoptent dans le domaine régi par la présente directive.

Article 14

Entrée en vigueur

La présente directive entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Article 15

Destinataires

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Fait à Bruxelles, le 22 mai 2001.

Par le Parlement européen

La présidente

N. FONTAINE

Par le Conseil

Le président

M. WINBERG